



Le Lien Entre les Ide et la Croissance : Une Analyse Comparative des Économies Africaines Riches en Ressources et des Économies Africaines Dépourvues de Ressources

Addis Yimer

Octobre 2023 / No.788

Résumé

Afin de saisir l'impact que les différences de dotation en ressources entre pays peuvent avoir sur la relation IDE-croissance, cette étude examine le lien IDE-croissance en Afrique en classant les pays en deux catégories : riches en ressources et pauvres en ressources, pour la période 2000-2017. Ainsi, l'étude est une tentative modeste de répondre aux questions principales suivantes : a) Les entrées des IDE contribuent-elles à la croissance économique dans le pays d'accueil après contrôle de l'endogénéité ? b) Le fait d'être un pays riche en ressources naturelles ou un pays pauvre en ressources naturelles modifie-t-il le

lien entre les IDE et la croissance ? En utilisant un système GMM, les effets directs et d'interaction des IDE sur la croissance sont étudiés dans un cadre comparatif entre les pays africains riches en ressources naturelles et ceux qui en sont dépourvus. Les résultats montrent que les effets des IDE sur la croissance économique varient en fonction de la richesse en ressources des pays. Alors que les IDE affectent la croissance de manière positive et significative dans les économies africaines pauvres en ressources, aucun effet significatif des IDE sur la croissance n'est identifié pour la catégorie des pays riches en ressources.

Introduction

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) sont importants pour la croissance des pays en développement, principalement pour deux raisons. Premièrement, comme ils représentent une forme d'afflux de capitaux dans les pays d'accueil, ils augmentent le stock de capital national qui est rare dans ces économies (De Mello, 1997 ; Jude & Levieuge, 2015 ; Akadiri et al., 2019). Deuxièmement, on estime qu'ils ont des effets d'entraînement positifs sur l'amélioration de la productivité et la croissance économique grâce à l'introduction de nouvelles technologies, au développement du capital humain et à la promotion des exportations par l'accès aux marchés étrangers (Jude & Levieuge, 2015 ; Iamsiraroj, 2016 ; Akadiri & Ajmi, 2020 ; Nguyen et al., 2021).

Plusieurs arguments théoriques ont été avancés dans la littérature sur les contributions positives des IDE à la croissance économique des pays d'accueil. Les données empiriques recueillies jusqu'à présent sur l'impact des IDE sur la croissance n'ont toutefois pas fourni de résultats concluants. Certaines études ont fait état d'un effet positif des IDE sur la croissance économique (voir, par exemple, De Gregorio, 1992 ; Balasubramanyam et al., 1996 ; Blomström et al., 1996 ; Basu et al., 2003 ; Hansen & Rand, 2006). D'autres ont affirmé que, bien que l'IDE ait un impact positif sur la croissance, le degré de cet impact dépend de la disponibilité de plusieurs facteurs dans le pays bénéficiaire. Ces facteurs comprennent le niveau de développement du capital humain du pays d'accueil (De Mello, 1997 ; Borensztein et al., 1998), le niveau initial du revenu par habitant (Borensztein et al., 1998), la complémentarité entre l'IDE et l'investissement national (De Mello, 1997), le développement du système financier (Hermes & Lensink, 2003 ; Alfaro et al., 2004 ; Durham, 2004), l'ouverture et les politiques en matière d'IDE (Balasubramanyam et al., 1996), la cible sectorielle de l'IDE entrant qui, à son tour, est influencée par l'abondance des ressources naturelles dans le pays d'accueil de l'IDE (Dutt, 1997 ; Akinlo, 2004 ; Ayanwale, 2007), et la qualité des institutions (Durham, 2004 ; Jude & Levieuge, 2015). En revanche, d'autres études ont fait état d'un effet négatif ou de l'absence d'effet positif robuste des IDE sur la croissance (voir, par exemple, Akinlo, 2004 ; Carkovic & Levine, 2005 ; Herzer et al., 2008 ; Belloumi, 2014).

La relation IDE-croissance a été explorée sous de nombreux aspects. Comme indiqué ci-dessus, plusieurs études ont montré que le lien entre l'IDE et la croissance dépend de nombreux autres facteurs pertinents, et que les variations de ces facteurs modifient considérablement la relation entre les IDE et la croissance. Cette étude examine l'un de ces facteurs, à savoir l'influence des différences de dotation en ressources naturelles des pays d'accueil sur la relation IDE-croissance, qui est largement négligée par la plupart des études transnationales sur la relation IDE-croissance en Afrique.

L'impact de l'abondance des ressources naturelles sur la croissance économique est largement étudié ; les études montrent que les pays riches en ressources naturelles ont tendance à croître plus lentement que les pays pauvres en ressources naturelles (Sachs & Warner, 2001). Dans la littérature, ce phénomène est connu sous le nom de "malédiction des ressources naturelles". Plusieurs études ont également exploré le rôle de l'abondance des ressources naturelles comme facteur susceptible d'attirer les IDE (voir, par exemple, Aseidu & Lien, 2011 ; Anyanwu, 2012). Cependant, la question de l'impact du fait d'être riche en ressources ou non sur le lien entre IDE et croissance est largement ignorée, car la plupart des études transnationales précédentes ont regroupé tous les pays dans un seul échantillon et ont négligé de contrôler ces différences dans l'analyse empirique.

Plusieurs arguments expliquent les canaux par lesquels l'abondance des ressources naturelles peut modifier la relation IDE-croissance. Tout d'abord, si la richesse en ressources est un facteur permettant d'attirer les IDE (Aseidu, 2006), on s'attend à ce qu'elle se traduise par une baisse des flux d'IDE dans le secteur de l'économie non tributaire des ressources. Le niveau global des entrées des IDE devrait diminuer en raison de l'augmentation du secteur des ressources (Aseidu & Lien, 2011). Cela entraînera une baisse des niveaux d'accumulation de capital dans l'économie et, en fin de compte, une baisse de la croissance économique. Ainsi, les IDE ne devraient pas avoir les retombées positives de la création d'emplois et des transferts de technologie, car les pays riches en ressources naturelles canalisent généralement les IDE vers les industries de ressources naturelles (Aseidu, 2006).

Le deuxième canal de l'impact de l'abondance des ressources naturelles sur la relation IDE-croissance est l'accumulation de capital dans le secteur des ressources naturelles. L'abondance des ressources naturelles modifie la position des entrées des IDE d'un pays en faveur du secteur des ressources naturelles au détriment du secteur des ressources non commercialisables (Poelhekke & van der Ploeg, 2013). Il en résultera une plus grande accumulation de capital dans le secteur des ressources naturelles, ce qui augmentera encore les exportations de ressources naturelles. Les exportations de ressources naturelles sont associées à un taux de croissance plus lent (Sachs & Warner, 2001). Par conséquent, une telle accumulation d'IDE dans le secteur des ressources naturelles devrait alimenter davantage la malédiction des ressources naturelles et nier tout effet potentiel d'induction de la croissance des IDE.

Une activité accrue dans le secteur des ressources naturelles due à l'accumulation des IDE dans ce secteur rendra les entreprises opérant dans le secteur des ressources non commercialisables moins compétitives. Cela devrait à son tour empêcher tout impact positif potentiel des IDE sur la croissance.

La malédiction des ressources naturelles se traduit également par une baisse de la qualité des institutions et de la gouvernance du pays, ce qui, en fin de compte, affecte négativement la croissance économique (Sala-i-Martin & Subramanian, 2008 ; Busse & Gröning, 2013). Cela réduit également l'effet potentiel des IDE sur la croissance, car des études ont montré que les pays ayant une meilleure qualité institutionnelle ont tendance à bénéficier d'une plus forte croissance économique induite par les IDE (Jude & Levieuge, 2015 ; Hayat, 2016). Donato et Mariana (2012) ont constaté que le degré élevé d'exportation de ressources est associé à une moins bonne efficacité du gouvernement et à un niveau réduit de compétitivité.

Ainsi, dans une tentative de saisir l'impact que la richesse en ressources peut avoir sur la relation IDE-croissance et de combler modestement le manque de littérature noté précédemment, cette étude utilise une classification analytique des pays africains, chacun étant caractérisé comme abondant en ressources naturelles (riche en ressources) ou pauvre en ressources naturelles, et explore si la relation IDE-croissance diffère à travers ces groupements. Par conséquent, cette étude tente de répondre aux principales questions de recherche suivantes : l'afflux des IDE contribue-t-il à la croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant dans le pays d'accueil après contrôle de l'endogénéité ? Et surtout, le fait d'être riche en ressources ou pauvre en ressources modifie-t-il le lien entre l'IDE et la croissance en Afrique ?

Cette étude utilise la classification de la Banque mondiale (2019) des pays en tant que pays riches en ressources et pays pauvres en ressources. Les pays riches en ressources sont ceux où les exportations de combustibles et de minéraux contribuent à plus de 20 % de leur PIB au cours de la période 2000-2017 pour la liste des pays). Cependant, la richesse en ressources des pays a changé au cours de la période d'échantillonnage dans plusieurs cas. Cet aspect a été pris en compte dans l'analyse en effectuant divers contrôles de robustesse à l'aide d'un autre échantillon de pays.

L'évolution générale des flux des IDE en Afrique

Au cours des trois dernières décennies et demie, les flux des IDE vers les différentes régions du monde ont considérablement augmenté, comme le montre le tableau 1 (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement [CNUCED], 2020).

Tableau 1 : Flux annuels des IDE en provenance de l'étranger (en milliards d'USD)

Économie	Année			
	2000	2010	2017	2019
Monde	1359	1372	1868	1430
Economies développées	1121	680	1133	712
Economies en transition	6	64	64	47
Economies en développement	232	629	670	671
Afrique	10	47	53	42
Amérique	80	167	140	151
Asie	142	413	475	476

Source : CNUCED (2020).

Le total des entrées des IDE dans le monde a considérablement augmenté, passant de 13 milliards de dollars américains en 1970 à un pic historique de près de 2 000 milliards de dollars américains en 2015 (CNUCED, 2020). Les flux mondiaux des IDE ont diminué de 23 % en 2019 par rapport au montant enregistré en 2017, mais avec des variations considérables entre les différentes régions et groupes de pays, et se sont établis à 1,43 trillion de dollars américains en 2019 (CNUCED, 2020 dans le tableau 1). À l'instar des flux mondiaux des IDE, les flux des IDE vers les pays en développement ont atteint leur plus haut niveau historique de 744 milliards de dollars américains en 2015, ce qui représente 39 % des flux mondiaux des IDE pour la même année (CNUCED, 2020). En 2019, les flux des IDE vers les pays en développement s'élevaient à 671 milliards de dollars américains. Toutefois, l'augmentation globale des flux des IDE des économies en développement est principalement le fait de l'Asie en développement. L'Asie en développement se taille la part du lion (près de 67 %) du total des flux des IDE vers les économies en développement en 2019 (CNUCED, 2020, tableau 1).

En Afrique, les flux des IDE ont atteint un niveau record de 58,1 milliards de dollars US en 2008. Après quelques hauts et bas, les IDE se sont élevés à 42 milliards de dollars en 2019, ce qui représente une baisse de 28 % et de 21 % par rapport au sommet historique enregistré en 2008 et au montant des entrées des IDE enregistré en 2017, respectivement (CNUCED, 2020 dans le tableau 1). Cette baisse est liée à la faiblesse des prix du pétrole et aux effets néfastes persistants de la crise des produits de base, en particulier dans les grandes économies africaines exportatrices de produits de base (CNUCED, 2018). L'augmentation globale des flux des IDE vers le continent au cours des quatre dernières décennies est, dans une large mesure, liée aux investissements dans les industries extractives, bien que ces flux aient également augmenté dans divers secteurs de services de l'économie (CNUCED, 2020).

Les principales conclusions que l'on peut tirer des tendances récentes des IDE en Afrique sont les suivantes. Premièrement, bien que le volume des IDE vers l'Afrique ait considérablement augmenté au fil des ans, la mondialisation financière de

l'Afrique avec le reste du monde reste très marginale. Par exemple, en 2019, le stock total des IDE de l'Afrique s'élevait à 867 milliards de dollars US, ce qui n'est pas très important comparé aux 951 milliards de dollars US des IDE reçus par l'Asie en développement pour seulement deux années (2017 et 2019) (CNUCED, 2020). Deuxièmement, la répartition des IDE en Afrique est extrêmement asymétrique. Les cinq premiers pays de destination des IDE en Afrique absorbent plus de 50 % des flux des IDE vers le continent. Troisièmement, la répartition sectorielle des IDE vers l'Afrique est concentrée dans le secteur primaire, principalement dans l'extraction du pétrole et du gaz. Quatrièmement, l'augmentation des IDE intra-africains (principalement en provenance d'Afrique du Sud), l'expansion des entreprises des marchés émergents (principalement d'Asie de l'Est) et des acteurs non traditionnels (capital-investissement), ainsi que la croissance des marchés de consommation en Afrique (en particulier l'industrie alimentaire et des boissons) sont parmi les principaux moteurs qui façonnent les évolutions des IDE vers l'Afrique (CNUCED, 2016).

Conclusion

Alors que plusieurs études ont montré que l'Afrique est dotée de riches ressources naturelles qui ont historiquement attiré les investisseurs étrangers (Levine et al., 2000 ; Hermes & Lensink, 2003 ; Asiedu, 2006), peu de choses ont été faites pour explorer l'impact de cette richesse en ressources sur la relation IDE-croissance dans la région. Cette étude tente modestement de contribuer à la littérature sur les IDE en examinant comparativement le lien IDE-croissance à l'aide d'une classification analytique des pays africains en deux catégories : les pays riches en ressources et les pays pauvres en ressources. Ce faisant, l'étude cherche à s'écarter de l'approche adoptée par la plupart des études sur la relation IDE-croissance qui regroupent différents pays en un seul échantillon, sans tenir compte des différences de dotation en ressources naturelles des pays d'accueil des IDE qui peuvent avoir un impact sur la nature de la relation IDE-croissance. En outre, cette étude prend en compte le rôle des facteurs institutionnels et politiques dans la relation IDE-croissance, qui sont souvent négligés dans les études précédentes. En outre, l'étude examine non seulement les effets directs des IDE sur la croissance, mais aussi les effets d'interaction des IDE sur la croissance économique des pays d'accueil des IDE. La question de l'endogénéité est également prise en compte dans l'analyse empirique.

En utilisant une approche d'estimation de panel dynamique GMM, pour la période 2000-2017, l'étude fournit des preuves raisonnables soutenant que, en Afrique, la relation IDE-croissance semble dépendre de l'accent analytique mis sur les pays riches en ressources ou sur les pays pauvres en ressources. Les résultats suggèrent que : (1) les IDE ne stimulent pas la croissance économique pour tous les pays, et donc les IDE ne sont pas vertueux en soi pour la croissance ; (2) il y a une variation dans la relation IDE-croissance à travers la classification analytique des pays utilisée

dans cette étude, et donc l'abondance des ressources naturelles est fondamentale dans la modification de la relation IDE-croissance dans la région ; (3) si les pays sont hétérogènes, il y a une variation dans la relation IDE-croissance ; (3) si l'on tient compte de l'hétérogénéité des pays en fonction de leur richesse en ressources, l'effet estimé de l'IDE sur la croissance du PIB réel par habitant n'est positif et significatif que pour les économies pauvres en ressources ; l'effet de l'IDE sur la croissance n'est toutefois pas significatif dans les économies riches en ressources ; (4) l'effet de l'IDE sur la croissance économique est important dans le groupe de pays où il existe une meilleure capacité d'absorption (sous la forme de capital humain), une meilleure qualité des institutions et une stabilité politique (incarnée par l'État de droit et les droits de propriété, la qualité de la réglementation et la stabilité politique) ; et (5) les effets et la taille des autres déterminants de la croissance sont sensibles au fait qu'un pays soit riche ou pauvre en ressources, ce qui suggère que les pays africains ont besoin de stratégies politiques multidimensionnelles en fonction de la nature de leur abondance en ressources pour pouvoir stimuler à la fois la croissance globale et la croissance induite par les IDE. Certaines des options politiques visant à promouvoir l'influence positive des IDE sur la croissance en Afrique sont présentées ci-dessous.

Tout d'abord, étant donné que les effets des IDE sur la croissance varient d'un pays à l'autre en fonction des différences de dotation en ressources naturelles, les pays africains en général doivent examiner attentivement et de manière critique le type d'IDE qu'ils reçoivent. Par exemple, dans les pays riches en ressources, si les pays utilisent leur secteur des ressources naturelles comme instrument pour attirer les IDE dans leurs économies, ces pays sont confrontés au dilemme de la malédiction des ressources sous la forme d'une croissance édulcorée induite par les IDE. Par conséquent, les pays riches en ressources doivent essayer en même temps d'attirer les IDE dans le secteur des non-ressources afin de maintenir la taille relative du secteur des ressources naturelles à un niveau bas pour éviter d'entraver la croissance économique induite par les IDE. Deuxièmement, dans les pays riches en ressources naturelles, il convient de mettre l'accent sur l'amélioration de la qualité des institutions et sur une plus grande stabilité politique afin de stimuler à la fois la croissance globale et la croissance induite par les IDE. Ces mesures devraient inclure la formulation et la mise en œuvre d'institutions juridiques efficaces qui soutiennent la qualité de la réglementation, l'État de droit et les droits de propriété. Troisièmement, les mesures visant à garantir la stabilité politique dans la région devraient être intensifiées. Par exemple, les conflits et l'instabilité, souvent générés par les ressources naturelles dans les pays africains riches en ressources, doivent être abordés afin de promouvoir les avantages qui peuvent être tirés de ces ressources. Enfin, l'investissement dans le développement d'infrastructures de base et productives devrait être encouragé à la fois dans les économies africaines riches en ressources et dans celles qui en sont dépourvues. Les conclusions sur la manière dont l'augmentation du capital humain est associée à la croissance soulignent la nécessité pour l'Afrique en général de poursuivre des politiques éducatives qui exploitent le stock de ce capital.

Cette étude a tenté d'explorer de manière comparative le lien entre les IDE et la croissance dans les économies africaines riches et pauvres en ressources en utilisant des méthodes d'estimation de panel dynamiques et robustes, mais il convient de faire preuve d'une prudence raisonnable pour tirer des conclusions à partir des résultats. Cela est d'autant plus vrai que les limites inhérentes à une technique d'estimation dynamique dans le cadre d'une étude sur un petit échantillon comme celle-ci sont importantes. Au fur et à mesure que des données plus complètes et plus détaillées sur les IDE et les déterminants de la croissance deviennent disponibles, les études visant à examiner le lien entre les IDE et la croissance dans la région sont encouragées.

Références

- Acemoglu, D., S. Johnson, and J.A. Robinson. 2001. "The colonial origins of comparative development: An empirical investigation". *American Economic Review*, 5: 1369–1401.
- Adams, S. 2009. "Foreign direct investment, domestic investment, and economic growth in sub-Saharan African". *Journal of Policy Modelling*, 31: 939–49.
- Akinlo, A. 2004. "Foreign direct investment and growth in Nigeria: An empirical investigation". *Journal of Policy Modeling*, 26: 627–39.
- Alfaro, L., A. Chanda, S. Kalemli-Ozcan, and S. Sayek. 2004. "FDI and economic growth: The role of local financial markets". *Journal of International Economics*, 64: 89–112.
- Alonso-Borrego, C., and M. Arellano. 1999. "Symmetrically normalized instrumental-variable estimation using panel data". *Journal of Business & Economic Statistics* 17(1): 36–49.
- Anyanwu, J. 2012. "Why does foreign direct investment go where it goes? New evidence from African countries". *Annals of Economics and Finance*, 13(2): 425–62.
- Anyanwu, J. 2014. "Factors affecting economic growth in Africa: Are there any lessons from China?" *African Development Review*, 26(3): 468–93.
- Arellano, M., and O. Bover. 1995. "Another look at the instrumental-variable estimation of error-components models". *Journal of Econometrics*, 68: 29–52.
- Asiedu, E. 2002. "On the determinants of foreign direct investment to developing countries: Is Africa different?" *World Development*, 30(1): 107–19.
- Aseidu, E. 2006. "Foreign direct investment in Africa: The role of natural resources, market size, government policy, institutions and political instability". *The World Economy*, 29(1): 63–77.
- Aseidu, E. and D. Lien. 2011. "Democracy, foreign direct investment and natural resources". *Journal of International Economics*, 84(1): 99–111.
- Ayanwale, A.B. 2007. *FDI and Economic Growth: Evidence from Nigeria*. AERC Research Paper No. 165. African Economic Research Consortium, Nairobi.
- Balasubramanyam, V., M. Salisu and D. Sapsford. 1996. "Foreign direct investment and growth in EP and IS countries". *The Economic Journal*, 106(1): 92–105.
- Barro, R. 1990. "Government spending in a simple model of endogeneous growth". *Journal of Political Economy*, 98 (5): S103–S125.
- Barro, R. 1991. "Economic growth in a cross section of countries". *Quarterly Journal of Economics*, 106: 407–43.

- Basu, P., C. Chakraborty, and D. Reagle. 2003. "Liberalization, FDI, and growth in developing countries: A panel cointegration approach". *Economic Inquiry*, 51: 510–16.
- Belloumi, M. 2014. "The relationship between trade, FDI and economic growth in Tunisia: An application of the autoregressive distributed lag model". *Economic Systems*, 38: 269–87.
- Bende-Nabende, A., J. Ford, S. Sen, and J. Slater. 2002. "Foreign direct investment in East Asia: Trends and determinants". *Asia Pacific Journal of Economics and Business*, 6(1): 4–25.
- Bende-Nabende, A., J. Ford, B. Santoso, and S. Sen. 2003. "The interaction between FDI, output and the spillover variables: Co-integration and VAR analyses for APEC, 1965–99". *Applied Economics Letters*, 10(3): 165–72.
- Blomström, M., R. Lipsey and M. Zegan. 1996. "Is foreign investment the key to economic growth?" *The Quarterly Journal of Economics*, 111: 269–76.
- Blundell, R. and S. Bond. 1998. "Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models". *Journal of Econometrics*, 87: 115–43.
- Borensztein, E., J. de Georgio and J.-W. Lee. 1998. "How does foreign direct investment affect economic growth?" *Journal of International Economics*, 45: 115–35.
- Borsworth, B., S. Collins, and C. Reinhart. 1999. "Capital flows to developing economies: Implications for savings and investment". *Brookings Papers on Economic Activity*, 1: 143–80.
- Busse, M. and S. Gröning. 2013. "The resource curse revisited: Governance and natural resources". *Public Choice*, 154(1/2): 1–20.
- Carkovic, M. and R. Levine. 2005. "Does foreign direct investment accelerate economic growth?" In H. Moran, M. Graham, and M. Blomstrom, eds., *Does Foreign Direct Investment Promote Development*, pp. 195–220. Washington, D.C.: Institute for International Economics.
- De Gregorio, J. 1992. "Economic growth in Latin America". *Journal of Development Economics*, 39: 59–84.
- De Mello, L. 1997. "Foreign direct investment in developing countries and growth: A selective survey". *Journal of Development Studies*, 34(1): 1–34.
- Dutt, A. 1997. "The pattern of direct foreign investment and economic growth". *World Development*, 25(11): 1925–36.
- Hansen, H. and J. Rand. 2006. "On the causal links between FDI and growth in developing countries. *The World Economy*, 29(1): 21–41.
- Hayat, A. 2016. "Foreign direct investment, institutional framework and economic growth". MPRA Paper No. 74563. Prague, MPRA, October.
- Hermes, N. and R. Lensink. 2003. "Foreign direct investment, financial development and economic growth". *Journal of Development Studies*, 40: 142–63.
- Herzer, D., S. Klasen and F. Nowak-Lehmann. 2008. "In search of FDI-led growth in developing countries: The way forward". *Economic Modelling*, 25: 793–810.
- Hymer, S. 1976. *The International Operation of National Firms: A Study of Direct Foreign Investment*. Boston, Massachusetts: MIT Press.
- Iamsiraroj, S. 2016. "The foreign direct investment–economic growth nexus". *International Review of Economics and Finance*, 42: 116–133.
- Iamsiraroj, S. and M. Ulubaşoğlu. 2015. "Foreign direct investment and economic growth: A real relationship or wishful thinking?" *Economic Modelling*, 51: 200–213.
- Jude, C., and G. Leveuge. 2015. "Growth effect of FDI in developing economies: The role of institutional quality". Banque de France Working Paper No. 559. Banque de France, Paris, May.

- Kaufmann, D., A. Kraay, and M. Mastruzzi. 2010. "The worldwide governance indicators: A summary of methodology, data and analytical issues". World Bank Policy Research Working Paper No. 5430. The World Bank, Washington, D.C., September.
- Levine, R., L. Norman, and T. Beck. 2000. "Financial intermediation and growth: Causality and causes". *Journal of Monetary Economics*, 46(1): 31–77.
- Li, X., and X. Liu. 2005. "Foreign direct investment and economic growth: An increasingly endogenous relationship". *World Development*, 33: 393–407.
- Liu, X., P. Burridge, and P. Sinclair. 2002. "Relationships between economic growth, foreign direct investment and trade: Evidence from China". *Applied Economics*, 34: 1433–40.
- Lumbila, K. 2005. "What makes FDI work? A panel analysis of the growth effect of FDI in Africa". Africa Region Working Paper Series No. 80. The World Bank, Washington, D.C. February.
- Nguyen C., C. Schinckus, N. Nhi and T. Su. 2021. "The influence of foreign direct investment on productivity: An institutional perspective". *Review of Development Finance*, 11(1):35–45.
- Omri, A. and A. Sassi-Tmar. 2015. "Linking FDI inflows to economic growth in North African countries". *Journal of the Knowledge Economy*, 6(1): 90–104.
- Poelhekke, S. and F. van der Ploeg. 2013. "Do natural resources attract non-resource FDI?" *Review of Economics and Statistics*, 95(3): 1047–65.
- Ramirez, M. 2000. "Foreign direct investment in Mexico: A cointegration analysis". *Journal of Development Studies*, 37: 138–62.
- Rodrik, D., A. Subramanian, and F. Trebbi. 2004. "Institutions rule: The primacy of institutions over geography and integration in economic development". *Journal of Economic Growth*, 9: 131–65.
- Romer, P. 1986. "Increasing returns and long run growth". *Journal of Political Economy*, 94: 1002–37.
- Sachs, J., and A. Warner. 2001. "Natural resources and economic development: The curse of natural resources". *European Economic Review*, 45(4/6): 827–38.
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). 2016. *World Investment Report: Investor Nationality: Policy Challenges*. New York and Geneva: United Nations.
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). 2017. *World Investment Report: Investment and the Digital Economy*. New York and Geneva: United Nations.
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). 2018. *World Investment Report: Investment and New Industrial Policies*. New York and Geneva: United Nations.
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). 2020. UNCTADStat. Online data base. Accessed, January–December 2020. At https://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sCS_ChosenLang=en.
- Vernon, R. 1966. "International investment and international trade in the product cycle". *Quarterly Journal of Economics*, 80(2): 190–207.
- World Bank. 2020a. *World Development Indicators*. Washington, D.C.: The World Bank.
- World Bank. 2020b. *World Governance Indicators*. Washington, D.C.: The World Bank.
- Zghidi, N., I. Sghaier and Z. Abida. 2016. "Does economic freedom enhance the impact of foreign direct investment on economic growth in North African countries? A panel data analysis". *African Development Review*, 28(1): 64–74.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org